



Solidaires Fonction Publique rencontre la
nouvelle ministre de la fonction publique,
Madame Annick GIRARDIN

Paris le 25 février 2016

Suite au remaniement ministériel, Madame Girardin, ancienne secrétaire d'Etat à la francophonie, a été nommée ministre de la fonction publique.

Après une courte semaine d'installation, elle a souhaité rencontrer l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la fonction publique en bilatérales.

Solidaires FP a donc été reçu mercredi 24 février à 10h au ministère.

Après une présentation de notre organisation, les échanges ont débuté par une introduction de la ministre qui, d'emblée, a cherché à nous assurer que le changement ministériel ne rompait pas la dynamique engagée par la ministre précédente et que les négociations salariales auraient bien lieu mais un peu plus tard (sans doute autour de la date du 15 mars). Clairement, elle nous a dit qu'à cette heure elle n'avait aucune marge de manœuvre lui permettant d'annoncer quelles seraient les clauses de la négociation....et qu'elle attendait la fin des bilatérales pour retourner auprès de Valls et Hollande afin de connaître son mandat précis.

Elle nous a confirmé que les textes sur le protocole PPCR seraient portés d'ici le mois de juin. Elle a également indiqué qu'elle souhaitait porter, pendant son mandat, la poursuite des débats sur la loi déontologie, la mise en place du CPA et travailler sur un projet de loi égalité réelle et citoyenneté.

Elle a conclu son propos introductif par le souhait que nous commençons à réfléchir à la fonction publique de 2025 afin de mieux la faire coller aux exigences de demain notamment en abordant la question du développement durable.

Solidaires a ensuite pu prendre la parole pour exprimer plusieurs points.

Tout d'abord une interrogation sur cette notion de fonction publique en 2025 alors qu'il y a tant à faire en 2016 et 2017 !!!

Après avoir évoqué les turpitudes gouvernementales et fait le lien avec les attaques de toutes sortes contre le monde du travail, nous avons tenu à dire que pour nous la fonction publique n'était pas un monde à part et qu'elle s'inscrivait naturellement dans le champ large de la société et du monde professionnel. Bien sûr nous avons évoqué la dernière saillie sur le code du travail ; au travers du projet de loi EL Khomri.

Ensuite, nous avons balayé l'ensemble des sujets que nous souhaitions évoquer avec elle.

Nos priorités tout d'abord au travers de :

La question des réformes structurelles tous azimuts qui fragilisent la vie des agents et des services publics.

La question de l'emploi avec la poursuite dans de nombreux secteurs des suppressions qui non seulement empêchent les services d'accomplir leur missions mais créent des conditions de travail qui conduisent à de la souffrance.

Enfin la question du pouvoir d'achat pour laquelle ~~où~~ nous avons reprécisé que pour Solidaires la question du dégel du point n'était pas notre seule exigence mais qu'il y avait urgence à rattraper les pertes subies par l'attribution d'un nombre de points uniforme. Nous avons donc redit que nous n'accepterions pas des propositions provocantes dans ce domaine.

Nous avons ensuite abordé les suites de PPCR sans trop appuyer sur les péripéties de 2015 mais nous n'avons pu nous empêcher de lui dire ce que nous pensions de son « chef de service » qui a un sens du dialogue sociale particulièrement clivant ! Mais nous sommes remontés à l'assaut sur les injustices liées aux nouvelles carrières qui ne se traduiront pas pour beaucoup d'agents par une amélioration de leur situation.

Nous avons évoqué le fait que le changement ministériel intervenant en fin de mandat ne nous donnait pas un signe positif pour la fonction publique.

La ministre nous a répondu que pour elle il y avait trois temps de débats :

L'urgence avec la négociation salariale

Le court terme avec l'agenda social et les thèmes qui doivent y figurer : suites PPCR, formation professionnelle, CPA, déontologie...

Le moyen terme (pour elle 2025) avec une vision nouvelle de la fonction publique intégrant la question du développement durable.

Nous avons ensuite portés à sa connaissance toute une série de sujets pour lesquels nous souhaitons que la Fonction publique soit porteuse de réponses positives pour les personnels.

Une inquiétude tout d'abord devant la césure faite entre la fonction publique et la réforme territoriale (désormais gérée par un autre ministère). Cette coupure n'est pas un bon signe pour nous tant nous pensons que les deux sujets sont intimement liés.

Nous sommes revenus sur les conséquences de la loi NOTRe et sur les conditions de vie des agents dans les trois versants de la fonction publique particulièrement dans le versant territorial et dans le versant état au travers de l'aménagement territoriale de l'Etat.

Nous avons abordés rapidement les autres réformes qui fâchent (collèges, santé).

A l'issue de ce tableau, nous lui avons dit que notre sentiment était que la période était pire que celle de l'époque de Sarkozy ! Cela n'a pas semblé lui plaire....

A propos des suppressions d'emplois, nous avons illustré notre propos avec l'exemple de la DGFIP qui perd chaque année plus de 2000 emplois alors que cette administration est chargée de recouvrer et d'asseoir l'impôt et de lutter contre la fraude fiscale.

60 à 80 milliards d'euros manquant chaque année quel paradoxe !

Solidaires a également abordé (rapidement vu le peu de temps accordé, en tout une heure trente) une série de sujets :

- le projet de loi déontologie avec notre revendication de la voir rectifiée suite à son passage au sénat (elle a laissé entendre que c'était le cas et que les points cruciaux tels que jour de carence et sanction disciplinaire seraient revus dans le sens que nous souhaitons). Nous avons fait un rapide historique de cette loi qui date de 2013.
- L'égalité femmes/hommes et son lot d'injustices et de non respect du protocole que nous avons signé. (Nous avons évoqué notre appel à la grève le 8 mars).
- Le dossier temps de travail au moment où Philippe Laurent président du Conseil supérieur de la FPT doit remettre son rapport (pour nous c'est pas touché au temps de travail).
- La formation professionnelle qui doit être une réalité tout au long de la carrière pour permettre aux agents d'accomplir les missions quelles qu'elles soient dans de bonnes conditions.
- Nos interrogations sur le CPA et ce que l'on pourrait, si il devenait réalité dans la FP, mettre dedans, en insistant sur la question de la pénibilité.
- Une louche supplémentaire sur le RIFSEEP que nous condamnons totalement

- La question du décret modifiant les attributions des logements de fonctions qui pénalise un certain nombre d'agents
- Le sujet autour de l'action sociale et plus particulièrement les conséquences de la réforme territoriale sur la politique et l'organisation de l'action sociale interministérielle.
- Sans oublier l'évocation de l'ERAFP et ses 23 milliards d'euros....

Ces développements n'ont pas permis à la ministre de nous répondre point par point, ce d'autant, a-t-elle reconnu, que sur certains, elle ne les maîtrisait pas.. Mais qu'elle allait s'y plonger rapidement

Nous avons conclu sur un retour sur la question des salaires en lui disant clairement que les agents étaient en attente de quelque chose de réellement significatif. On a le sentiment que depuis quatre ans le gouvernement a choisi de servir le camp d'en face (le patronat, la finance..) et que pour les salariés c'est « circulez il n'y a rien à voir ». Cette politique gouvernementale a participé à la désespérance sociale qui se traduit soit par l'éloignement de la chose publique et politique soit par des choix électoraux contestables !

En conclusion, un abord franc et ouvert mais peu de réponses concrètes. (Normal vu l'exercice).

Une certitude, le premier CCFP, présidé par Madame Girardin, sera convoqué pour le 15 mars. La négociation salariale sera convoquée dans cette période (deux jours avant ou après).

Pour le reste tout sera renvoyé à l'agenda social présenté au CCFP.